

Rapport annuel Jahresbericht

—
2018



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction/Einleitung	3	1.1.1	Allgemeiner Teil	14
1.1	Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2018	3	1.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2018	25
1.1.1	Partie générale	3		Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2018	25
1.1	Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2018	14	1.1.3	Partie statistique / Statistischer Teil	28

1 Introduction

1.1 Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2018

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

En 2018, le Tribunal cantonal a rendu 3264 arrêts, soit 9.6 % d'arrêts supplémentaires sur les 5 dernières années (2017 : 3363; 2016 : 3139; 2015 : 2883; 2014 : 2978). Les collaborateurs et les juges suppléants, toujours autant sollicités, ont contribué à cette augmentation du taux de liquidation. Il a ainsi été possible de faire face au nombre croissant des nouvelles entrées judiciaires (3308 en 2018, 2978 en 2014) sans ressources rédactionnelles supplémentaires, hormis un transfert de poste en 2016 à la suite d'une nouvelle compétence impartie au Tribunal cantonal. Toutefois, ce dernier est parvenu à la limite de ses capacités. Ainsi, malgré l'implication du personnel, les dossiers pendants au Tribunal cantonal depuis 2017 ont à nouveau augmenté (1295 en 2018, 1251 en 2017); ceux de certaines de ses Cours sont en forte croissance, en particulier auprès des I^e et II^e Cours d'appel civil, et le nombre des nouvelles entrées auprès de la I^e Cour administrative et des Cours des assurances sociales est toujours plus important. En parallèle, le Tribunal cantonal, notamment ses services centraux, ont été fortement sollicités dans le cadre du développement des projets informatiques de digitalisation de l'Etat de Fribourg et de la Confédération. Compte tenu de sa situation préoccupante, le Tribunal cantonal a réitéré son besoin urgent de soutien dans le cadre budgétaire. Un des postes demandés lui a été accordé dès 2019. Malgré l'octroi de cet équivalent plein-temps (EPT), les démarches entreprises pour améliorer son efficacité et les fortes implications de ses collaboratrices et collaborateurs, le Tribunal cantonal maintient, comme en 2017, qu'il ne peut pas juguler la charge de travail croissante avec les ressources dont il dispose (équilibre qualité-quantité). Il va ainsi réitérer sa demande dans le cadre de la procédure budgétaire 2020 pour obtenir des forces rédactionnelles supplémentaires.

1.1.1.1.1 Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 8 reprises et la Commission administrative à 17 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant l'organisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 23 consultations. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a présenté son rapport annuel en conférence de presse. Il a participé à la septième Conférence de la justice suisse, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à la Journée des Tribunaux des assurances, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) ainsi qu'à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal. Enfin, les Juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont régis par le règlement du 22 novembre 2012 (RTC ; RSF 131.11).

Sur le plan organisationnel, le Tribunal cantonal est actuellement impliqué dans **l'analyse du pouvoir judiciaire** du canton de Fribourg, projet initialisé par le Conseil d'Etat. L'objectif est d'analyser les pistes d'amélioration de l'organisation et du fonctionnement du pouvoir judiciaire dans un but de rationalisation et de gain d'efficacité, tout en maintenant la qualité des prestations. Plusieurs constats ont mené à cette analyse : l'augmentation de la population et, avec elle, le nombre de procédures portées devant les tribunaux; la complexification des procédures avec les

nouvelles procédures fédérales et l'adaptation de certains domaines du droit (par exemple nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte) ; la présence plus marquée des avocats et la surcharge chronique des autorités judiciaires, notamment. Lors de la création de la cellule judiciaire itinérante, le Conseil d'Etat a ainsi souhaité qu'une analyse sur l'organisation et le fonctionnement du pouvoir judiciaire soit effectuée. Le Tribunal cantonal y est associé.

Le suivi et les **développements informatiques** nécessitent une grande implication du Tribunal cantonal à tous les niveaux. Le Tribunal cantonal est fortement engagé sur le plan cantonal pour la mise en œuvre du projet e-Justice, tant au niveau du Comité de pilotage présidé par Sandra Wohlhauser, Juge cantonale, qu'au niveau du Comité de projet. L'objectif est de prendre en compte également la mise en œuvre du plan directeur du Tribunal cantonal et de celui du Conseil de la magistrature, avec le dossier électronique. Sur le plan fédéral, le Tribunal cantonal, et plus largement d'autres entités judiciaires du canton de Fribourg, sont également impliqués dans le projet de digitalisation Justitia 4.0. Ces projets informatiques, qui tiennent compte des ambitions cantonale et fédérale d'introduction de mesures de digitalisation pour les autorités judiciaires civiles, pénales et administratives ainsi que pour les autorités de poursuite pénale et d'exécution des peines, auront de fortes incidences sur les processus de travail de l'ensemble des collaborateurs des autorités judiciaires. Bien plus qu'un projet informatique, il s'agit d'une importante transformation de la manière de travailler de l'ensemble des acteurs de la justice et de ses partenaires.

L'accompagnement et la conduite du changement seront ainsi primordiaux pour la réussite des projets. D'ores et déjà et comme relevé, certains collaborateurs (analyse métier en cours notamment) et magistrats des autorités judiciaires cantonales s'impliquent considérablement pour mettre en œuvre ces projets ambitieux. Or, s'agissant de l'allocation de ressources métier, il y a lieu de constater les limites du système budgétaire mis en place pour les projets informatiques sur le plan cantonal. Cela n'est tout simplement pas gérable. Si pour 2018 et 2019, une solution temporaire et partielle a été trouvée par le biais de la Direction de la sécurité et de la justice, et du Service de la justice, il paraît désormais nécessaire de résoudre de façon pérenne les nombreuses difficultés rencontrées. Il en va de même pour la conduite du changement. Le Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, a par conséquent été abordé par le Tribunal cantonal pour exposer les difficultés. Un entretien, impliquant le Président du Conseil de la magistrature, la Juge cantonale Sandra Wohlhauser, Présidente de la Commission informatique des autorités judiciaires, le Procureur général Fabien Gasser, Membre de la Commission informatique des autorités judiciaires ainsi que la Présidente du Tribunal cantonal, a eu lieu en fin d'année afin de trouver des solutions.

S'agissant des **questions informatiques plus globales**, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ) – avec des représentants des différentes instances, du Conseil de la magistrature, du Service de la justice et du SITel fonctionne sous la présidence de Sandra Wohlhauser, Juge cantonale, qui est membre de la Commission informatique de l'Etat. La Commission est soutenue sur le plan opérationnel par le Bureau informatique des autorités judiciaires. L'année 2018 a notamment été marquée par des questions liées au changement de matériel, à la migration à Windows 10 et à la suppression du fax.

Par ailleurs, le Tribunal cantonal a également été actif dans le développement du nouveau système de données systématiques de la législation fribourgeoise (BDLF). A noter également que le système informatique de codification de la bibliothèque (système RERO) devra être revu.

Enfin, le règlement sur la communication électronique dans le cadre des procédures de droit administratif est entré en vigueur le 1er janvier 2018 pour le Tribunal cantonal. Pour les commissions de recours instituées par la loi, la Commission d'expropriation, les tribunaux arbitraux en matière d'assurances sociales et le Tribunal des mesures de contrainte, un délai de mise en œuvre est fixé au 1^{er} janvier 2019.

S'agissant du **bâtiment**, des démarches sont toujours en cours pour améliorer la sécurité du Tribunal cantonal et les conditions de travail. L'octroi d'un poste de greffier aura des incidences sur la gestion des bureaux et des places de travail, le Tribunal cantonal ne disposant plus de place en réserve.

1.1.1.1.2 Volume des affaires

Comme relevé dans les remarques générales, la **charge de travail globale du Tribunal cantonal est très importante** (cf. tableaux ci-après). La Commission administrative l'évalue régulièrement sur la base des statistiques. Elle a ainsi pu constater, pour l'ensemble du Tribunal, que le nombre des nouvelles entrées a fortement augmenté, d'environ 12 % sur les 5 dernières années (2018 : 3308; 2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957). Si le taux de liquidation des affaires est important, il faut toutefois souligner que la situation est préoccupante. Compte tenu de la charge de travail et des ressources à disposition, le Tribunal cantonal est arrivé à saturation.

Pour des explications complémentaires, il convient également de se référer aux données ci-après (explications par Cour et données statistiques).

1.1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.1.2.1 En général

1.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1251	1325	1287	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	3308	3289	3177	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	3264	3363	3139	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1295	1251	1325	1287	1302	1323

De manière générale, le nombre des nouvelles affaires a une nouvelle fois augmenté. Malgré le travail important de l'ensemble du Tribunal cantonal, il doit être relevé une hausse du nombre d'affaires pendantes.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2814 décisions en français et 427 en allemand, sans compter les 23 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Cours civiles	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	177	183	163	192	216	200
b) affaires enregistrées	1261	1263	1170	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1214	1269	1150	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	224	177	183	163	192	216

Le nombre d'affaires inscrites au rôle de la I^e Cour d'appel civil en 2018 a augmenté par rapport à 2017 (410 nouvelles affaires en 2018, 388 en 2017: +10.5 %). Il en va de même pour celui de la Chambre des poursuites et faillites (+ 12 %). Le nombre des affaires de la II^e Cour d'appel civil a quant à lui légèrement diminué, tout en restant très élevé (530 nouvelles affaires en 2018, dont 184 demandes d'entraide judiciaire internationale; 576 nouvelles affaires en 2017, dont 201 demandes d'entraide judiciaire internationale). Le même constat est fait pour la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (127 nouvelles affaires en 2018; 138 en 2017).

Langue des affaires liquidées

Les cours civiles ont rendu 1097 décisions en français et 117 en allemand.

Cours pénales	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	179	154	156	134	155	145
b) affaires enregistrées	528	574	551	483	450	459
c) affaires liquidées	526	549	553	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	181	179	154	156	134	155

Le nombre des affaires portées au rôle de la Cour d'appel pénal et de la Chambre pénale est toujours très élevé en relevant également la complexité et le volume important de certaines affaires (Cour d'appel pénal : 211 nouvelles affaires en 2018, 225 en 2017; Chambre pénale 309 nouvelles affaires en 2018, 330 en 2017).

Langue des affaires liquidées

Les cours pénales ont rendu 477 décisions en français et 49 en allemand.

Cours administratives	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	890	986	965	974	949	862
b) affaires enregistrées	1499	1419	1441	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1501	1515	1420	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	888	890	986	965	974	949

Le nombre des affaires enregistrées en 2018 auprès des Cours administratives est en hausse par rapport à 2017 (+ 80 dossiers: + 5.6 %). Les dossiers inscrits au rôle de la I^e Cour administrative ont augmenté (+ 44 dossiers:+ 15.5 %); ceux de la II^e Cours administratives sont stables (+ 7 dossiers:+ 4.5 %) et ceux de la III^e Cour administrative sont en légère baisse (- 14 dossiers:- 6.8 %). La diminution des nouvelles affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale est plus marquée (- 26 dossiers: - 15.7 %). Les dossiers des Cours des assurances sociales ont quant à eux subi une nouvelle augmentation importante des entrées, à hauteur de 11.5 % (+ 69 dossiers).

Langue des affaires liquidées

Les cours administratives ont rendu 1'240 décisions en français et 261 en allemand.

1.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	199	68	55	46	6	0
II ^e Cour d'appel civil et Président	323	117	31	34	2	1
Chambre des poursuites et faillites	152	40	10	3	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	61	45	19	2	0	0
Cour d'appel pénal	59	34	23	63	36	2
Chambre pénale	102	108	67	22	2	0
I ^e Cour administrative	46	66	84	88	52	2
II ^e Cour administrative	48	27	31	45	24	5
III ^e Cour administrative	59	83	22	22	22	8
Cour fiscale	17	37	28	35	37	1
I ^e Cour des assurances sociales	18	33	40	109	81	5
II ^e Cour des assurances sociales	22	51	50	109	92	2

1.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Ministère public (tous les procureurs à l'exception du Procureur général et de ses adjoints) et les Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (4 présidents); le Tribunal d'arrondissement de la Veveyse, de la Broye, du Lac de la Gruyère et de la Glâne; les Justices de paix de la Broye, du Lac, de la Glâne et de la Veveyse; les Préfectures de la Veveyse, de la Sarine, de la Broye, du Lac, de la Gruyère et de la Glâne; l'Autorité de surveillance du Registre foncier; les Commissions de recours de l'Université, de conciliation en matière de bail à loyer (de Singine et du Lac; des districts du Sud et de la Sarine); de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de recours en matière de premier relevé.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept Offices des poursuites.

1.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

Le nombre de dossiers enregistrés a une nouvelle fois dépassé les 400 affaires. Grâce notamment au soutien de juges suppléants et de greffiers expérimentés, le taux de liquidation est resté élevé mais le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2018 est désormais supérieur à la centaine. Même s'ils sont traités prioritairement, la liquidation des recours matrimoniaux en procédure sommaire (mesures provisionnelles, mesures protectrices de l'union conjugale) prend encore parfois trop de temps. La situation de la Cour reste dès lors délicate.

1.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La II^e Cour d'appel civil traite principalement les appels et recours en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite, de bail - à loyer et à ferme -, de droit du travail et d'assistance judiciaire ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique. Les affaires enregistrées dans ces différents domaines sont passées de 375 à 345 en comparaison à l'année précédente, en relevant toutefois que celles-ci demeurent plus élevées par rapport à la moyenne des cinq dernières années (310). Comme déjà souligné dans le dernier rapport annuel, la II^e Cour d'appel

civil ne peut pas absorber la charge de travail avec les moyens actuels; le nombre d'affaires pendantes (90) a augmenté de 32 % à la fin de l'année par rapport à l'année précédente. En 2018, ladite Cour a rendu 323 arrêts, 255 d'entre eux (79%) ayant été liquidés dans un délai de 3 mois. Il y a lieu de constater dans ce contexte que les affaires en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite ont pu être traitées dans un délai raisonnable. Toutefois, la liquidation des dossiers de bail - à loyer et à ferme -, de droit du travail et particulièrement ceux impliquant des procédures complexes dans le cadre de la propriété intellectuelle, des raisons de commerce et de la protection des données dure de plus en plus longtemps. Une attention particulière doit être portée sur ces constats et, à moyen terme, une solution doit être trouvée.

1.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2018, si le nombre de dossiers entrés a légèrement diminué (130 en 2017, 119 en 2018), la complexité et l'urgence des dossiers sont restées très élevées. La charge de travail demeure ainsi importante, ces dossiers devant être traités prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 7 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens pour procéder à des auditions.

1.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

Malgré un léger recul du nombre de nouvelles affaires par rapport à l'année 2017 (- 6%) et une augmentation sensible du nombre d'affaires traitées (+ 14 %), le nombre d'affaires inscrites au rôle de la Cour au 31 décembre 2018 reste élevé et la durée de traitement des dossiers s'est allongée. Ceci est dû non seulement au nombre de dossiers enregistrés, mais également à leur importance et à leur complexité croissante, ce à quoi s'ajoutent de nouvelles exigences posées par la jurisprudence du Tribunal fédéral quant à la tenue des débats et à la réadministration en appel de preuves déjà administrées en première instance ou dans le cadre de l'instruction.

1.1.1.2.7 Chambre pénale

Le nombre d'affaires enregistrées est toujours important mais a été stable en 2018. La charge demeure élevée, la plupart de ces affaires nécessitant d'être traitées avec célérité. Les membres de la Chambre pénale fonctionnent toujours dans les cas de révision dont est saisie la Cour d'appel pénal.

1.1.1.2.8 I^e Cour administrative

La I^e Cour administrative a connu une hausse importante de nouvelles affaires par rapport à 2017 (+ 107 affaires supplémentaires, soit une augmentation de 15.5 %) qui se retrouve principalement dans le domaine du droit des étrangers.

1.1.1.2.9 II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2018 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2018 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.1.2.11 Cour fiscale

A partir du 1^{er} janvier 2018, par mesure de simplification administrative, il n'est plus opéré de distinction dans l'enregistrement entre les causes qui relèvent de la compétence ordinaire de la Cour et celles sur lesquelles il est statué par décision présidentielle, en fonction de la valeur litigieuse (art. 186 LICD).

Le nombre de causes introduites en 2018 (140) a connu une nouvelle baisse (2015: 212; 2016: 203; 2017: 166). La quantité de dossiers liquidés (155) est plus importante que celle des entrées, ce qui réduit de façon significative le nombre de procédures pendantes (64 à fin 2018). La nature des affaires traitées n'appelle quant à elle pas de remarque particulière.

1.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

En 2018, les dossiers continuent pour la plupart à se liquider dans l'année de leur entrée et le risque d'un important retard chronique, connu par le passé, est (provisoirement) sous contrôle.

Mais la situation est tout de même très préoccupante et soumise à des facteurs sur lesquels les deux Cours n'ont guère d'emprise : on a ainsi pu constater une nette augmentation du total des entrées, qui se monte pour l'année 2018 à 676. Cela représente 11.36% de plus par rapport à 2017 (607). Les entrées sont en augmentation constante depuis l'année 2013 où l'on n'en comptait que 457, soit une augmentation de presque 50% en l'espace de 5 ans.

Les dossiers AI, avec leurs volumineuses et complexes affaires de révision/suppression de rente, occupent massivement les deux Cours. En ce qui concerne la I^e Cour, les cas d'assurance-accidents restent nombreux et doivent aujourd'hui se résoudre, si l'on suit le TF qui préconise de quasi-systématiquement recourir à l'avis d'experts, sous l'angle non plus tellement du droit mais bien plutôt de la science. Le contentieux du chômage fait pour sa part une remarquable réapparition, avec sa particularité que l'on ne sait jamais s'il se résorbera dans le court terme ou s'il s'installera au contraire durablement, comme ce fut jadis le cas.

S'agissant des liquidations, une baisse est constatée, qui se traduit au final par une élévation globale de 14,28% du nombre des dossiers ouverts au 31 décembre. Néanmoins, le taux de liquidation demeure très haut, puisqu'il s'agit de la deuxième meilleure année de l'histoire des deux Cours, après celle, record, de 2017.

La baisse constatée en 2018 concerne tout particulièrement la I^e Cour. Il faut souligner à cet égard que l'exercice exceptionnel de l'année 2017, qui avait réduit le stock des dossiers ouverts d'environ 70 unités pour l'amener à son seuil historique le plus bas (232), avait notamment été induit par la liquidation de 31 cas de chômage en un seul arrêt de fond. Il y a lieu de relever également qu'un greffier-rapporteur travaillant à plein temps, ancien Président suppléant, n'a pas été disponible durant les cinq premiers mois de l'année 2018 pour des raisons de santé. Les juges suppléants ont été, à côté de cela, un peu moins sollicités. Enfin, il ne serait pas honnête de ne pas avouer une relative fatigue générale, dans le sillage des gros efforts consentis en 2017 qui l'ont probablement conduite à la limite de ses capacités. Pour autant, le stock actuel des dossiers ouverts en I^e Cour (275) est inférieur à ce qu'il était au début de l'année 2017 (300) et le travail s'effectue toujours dans un bon esprit et une ambiance agréable, qui s'observe naturellement aussi au sein de la II^e Cour.

Il s'agira toutefois de refaire le point à la fin de l'année 2019 et, cas échéant, d'envisager ou solliciter des mesures. L'implication supplémentaire des Cours résultant de la votation sur la surveillance des assurés AI/AA (recours incidents) ne pourra également se jauger qu'à ce moment-là. D'ici là, les deux Présidents ne peuvent que remercier, pour leur très appréciée contribution, les greffiers et les greffiers-rapporteurs et leurs collègues juges (ordinaires ou suppléants), ainsi que le précieux personnel du greffe. Ils les encouragent, toutes et tous, à persévérer.

1.1.1.3 Personnel

1.1.1.3.1 Juges

Le Juge cantonal Hubert Bugnon a terminé son activité le 31 décembre 2018. Le Tribunal cantonal le remercie pour l'engagement dont il a fait preuve au service de la justice fribourgeoise durant trente-cinq ans, dont dix-sept comme juge cantonal. Originaire de Montagny, dans la Broye fribourgeoise, Hubert Bugnon est né en 1953. Son baccalauréat en poche, obtenu au Collège St-Michel en 1974, il entame des études de droit à l'Université de Fribourg, couronnées par une licence en 1978. Etudiant brillant, il entreprend une thèse de doctorat auprès du professeur Pierre Tercier, oeuvrant en parallèle comme assistant du professeur Paul-Henri Steinauer. En 1981, il débute son stage d'avocat et obtient son brevet à l'automne 1983, un an à peine après avoir obtenu le titre de docteur en droit. Dès l'année suivante, il entre au service du pouvoir judiciaire, comme Président du Tribunal d'arrondissement de la Sarine. Dès 1990, il assurera en outre la présidence, puis la présidence suppléante, du Tribunal des baux de la Sarine. En 2001, Hubert Bugnon est élu par le Grand Conseil comme juge cantonal. Il siège d'abord au sein de la II^e Cour d'appel civil et de la Cour d'appel pénal, jusqu'en 2008, puis auprès de la I^e Cour d'appel civil - qu'il présidera jusqu'en 2015 - et de la Chambre pénale – qu'il a présidée dès 2016. Il aura en outre l'honneur de présider le Tribunal cantonal par deux fois, en 2007 et en 2015. En dehors de son engagement professionnel, Hubert Bugnon aura servi la collectivité publique dans de nombreuses autres missions : comme président suppléant de la Commission de recours de l'Université de Fribourg de 1996 à 2007, comme membre puis président de l'Autorité de surveillance du Registre foncier de 2000 à 2008, ou comme membre puis président de la Commission d'école du Collège Sainte-Croix. Il aura également à coeur de transmettre ses grandes compétences, en assumant une charge d'enseignement auprès de l'Académie de la magistrature de l'Université de Neuchâtel.

Le Juge cantonal Adrian Urwyler a quant à lui annoncé sa démission pour le 1^{er} mars 2019. Le Tribunal cantonal le remercie d'ores et déjà pour l'engagement dont il a fait preuve au service de la justice fribourgeoise durant vingt-huit ans, dont dix-neuf comme juge cantonal. Né en 1960 dans le canton de Berne, Adrian Urwyler grandit à Morat, où il accomplit sa scolarité obligatoire. Après l'obtention de son baccalauréat au Collège St-Michel, il entame des études de droit à l'Université de Fribourg, couronnées par une licence en 1985, puis par un doctorat accompli sous la conduite du professeur Bernhard Schnyder, parallèlement à une charge d'assistant diplômé auprès de la Chaire de droit privée. En 1990, il obtient en outre son brevet d'avocat du canton de Lucerne. Fin 1990, il intègre durant une année l'Office fédéral de la justice, en tant qu'adjoint de direction, avant d'être élu par le collège électoral comme Président du Tribunal d'arrondissement du Lac dès le 1^{er} janvier 1992. En novembre 1999, le Grand Conseil l'élit à la charge de juge au Tribunal cantonal. Il y oeuvre dès janvier 2000 comme membre des I^e et II^e Cours d'appel civil, de la Cour d'appel pénal et de la Chambre des poursuites et faillites. Il présidera notamment la Chambre des poursuites et faillites de 2002 à 2012, la section civile du Tribunal cantonal de 2009 à 2012, puis la II^e Cour d'appel civil jusqu'à ce jour. A deux reprises, en 2005 et en 2013, il aura l'honneur de présider le Tribunal cantonal. Depuis 2016, il préside le Conseil de la magistrature en tant que représentant du Tribunal cantonal. En sus de son engagement au sein du Tribunal cantonal, Adrian Urwyler a activement participé à la fondation et au développement de l'Académie suisse de la magistrature. Dans ce contexte, il a été très actif durant 10 ans au sein du Comité tout d'abord en tant que responsable de module, puis en qualité de Président.

Hubert Bugnon sera remplacé par Laurent Schneuwly dès le 1^{er} janvier 2019 et Adrian Urwyler par Markus Ducret à partir du 1^{er} mars 2019.

Le Tribunal cantonal a également dû faire face à la vacance du poste de Dominique Gross, Juge cantonale alémanique à 100 %, officiant dans des matières de droit administratif, pour une durée de six mois, dès le mois d'août 2018, en raison de son congé maternité qu'elle a prolongé. Suzanne Fankhauser, greffière auprès du Tribunal administratif fédéral, l'a remplacée en exerçant la fonction de Juge cantonale ad hoc pour une durée de six mois, ce à 70 %, du 1^{er} août 2018 au 31 janvier 2019. Daniela Kiener, Juge cantonale, a accepté d'augmenter son taux d'activité de 50 à 80 % pendant six mois.

S'agissant des Juges suppléants, Ursula Schneider Schüttel et Laurent Schneuwly – élu en qualité de Juge cantonal – ont démissionné. Quatre juges suppléantes, à savoir Caroline Gauch (affaires en allemand), Catherine Faller, Sonia

Bulliard Grosset et Annick Achartari, ont été élus. Enfin, la Juge suppléante Susanne Genner, élue Juge au Tribunal administratif fédéral, a annoncé sa démission pour le 30 avril 2019.

S'agissant des activités accessoires, Dina Beti est membre de la Commission du barreau et de la Commission des examens du barreau, et membre suppléante de la nouvelle Commission du notariat. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour la formation de postgrade CAS (public management). A côté de son poste de juge à mi-temps, il est actif dans le domaine de l'humour et de la culture. Hubert Bugnon est membre de la Commission du barreau. Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Daniela Kiener fonctionne comme juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement, ainsi que désormais aussi membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Vice-présidente de l'Association St-Camille, à Marly. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature et il est formateur en droit commercial dans le cadre d'un brevet fédéral. Adrian Urwyler préside le Conseil de la magistrature. Il est membre de la Commission administrative de l'Etablissement de détention fribourgeois (EDFR). Sandra Wohlhauser préside la Commission informatique des autorités judiciaires ainsi que le Comité de pilotage e-Justice. Elle est également membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg. En outre, elle est membre suppléante de la Commission du barreau.

1.1.1.3.2 Greffe

La situation est identique à 2017 : 66 personnes travaillent au Tribunal cantonal :

Etat de situation (31.12.2018)

Fonction	Nombre de personnes
Juges cantonaux	15
Secrétaire général	1
Greffiers	24
Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 cheffe de bureau, 16 secrétaires - y compris comptables -, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])	19
Greffiers-stagiaires (10 sur l'année)	5
Apprentis employés de commerce	2
Total	66

En 2018, sans compter les Juges cantonaux et les engagements de durée déterminée des stagiaires et apprentis, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué, selon positions budgétaires 2018, de 33.05 postes d'équivalents

plein temps (EPT) (situation en 2017 : 32.85 EPT, un 20 % de poste de greffier supplémentaire sur budget du Tribunal cantonal ayant été rattaché à la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité présidée par le Juge cantonal Christian Pfammatter ; poste au travail situé au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation).

Pour 2019, le Tribunal cantonal a demandé deux postes supplémentaires de greffier. Il a obtenu un des deux postes (total des effectifs du Tribunal cantonal en 2019: 34.05 EPT). Ce poste sera occupé par Daniela Herren dès le 15 février 2019.

Toutefois, cette aide se révèle encore insuffisante compte tenu de la charge de travail du Tribunal cantonal et des ressources à disposition. Le Tribunal cantonal est dès lors contraint de poursuivre ses demandes de forces rédactionnelles supplémentaires dans le cadre du budget 2020 (1 EPT de greffier).

Départs-arrivées

Le Tribunal cantonal a pallié l'absence de plusieurs personnes dans le cadre de congés maternité : Elsa Gendre, greffière, a remplacé Sandra Ayan jusqu'à la fin 2018 puis Aleksandra Bjedov jusqu'en avril 2019 ; Frédérique Jungo, greffière, a remplacé Mirjam Brodbeck, également jusqu'à la fin de l'année 2018. Nadia Hayoz, secrétaire, a pallié temporairement à l'absence d'Helen Maeder.

Pour remplacer Ludovic Farine, qui a exercé la fonction de Juge itinérant ad hoc durant six mois, et pour pallier l'absence d'autres greffiers (maladies de longue durée), le Tribunal cantonal a pu compter sur les engagements de durée déterminée de Franziska Waser, de Frédérique Jungo (également sollicitée dans ce cadre), de Linda Rodriguez ainsi que sur l'augmentation du taux d'activité d'Angelika Spiess (plus 20% jusqu'à fin juin 2019).

Mirjam Brodbeck et Jessica Koller, greffières alémaniques, ont résilié leur contrat d'engagement pour la fin 2018. Elles seront remplacées par Frédérique Jungo et Silvia Gerber.

Il n'y a pas eu de départ au sein du personnel administratif de greffe (cours civiles, pénales et administratives) du Tribunal cantonal en 2018. Erika Chappuis, collaboratrice informatique rattachée au SITel et engagée par le Tribunal cantonal, a résilié son contrat pour la fin septembre 2018. Christiane Becar, collaboratrice administrative, va quant à elle prendre sa retraite en 2019 et terminer son activité à fin février. Le Tribunal cantonal remercie Mesdames Becar et Chappuis pour l'engagement dont elles ont fait preuve au service de la justice fribourgeoise durant de nombreuses années. Leurs remplaçants sont respectivement Mathias Monney, engagé depuis le 1^{er} octobre 2018, et Laurianne Berset qui débutera son activité le 1^{er} mars 2019.

Suivi du personnel

Il est rappelé que le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

1.1.1.4 Autres activités

La Présidente et le Secrétaire général ont assisté à la présentation du rapport annuel des autorités judiciaires genevoises, en présence de délégations étrangères ainsi que du Tribunal fédéral et de cantons romands.

La Présidente a participé à la huitième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Genève, le 19 octobre 2018.

Les 19 et 20 mars 2018, Sandra Wohlhauser a participé au 18^{ème} séminaire d'informatique juridique de Macolin. Les 19 avril 2018 et 13 novembre 2018, elle a pris part aux 7^{ème} et 8^{ème} rencontres « Dialogue santé-justice », à Granges-Paccot et Fribourg. Le 31 octobre 2018, elle a participé à la Journée suisse des Tribunaux des mesures de contrainte, à Fribourg. Le 12 novembre 2018, elle a pris part à la 14^{ème} journée d'informatique juridique, à Berne.

En sa qualité de Président de la 1^{ère} Cour des assurances sociales, chargée notamment du contentieux de l'aide sociale, Marc Boivin a animé une table ronde à l'occasion des Assises du social, qui se sont tenues le 26 avril 2018 à l'Institut de Grangeneuve et dont le thème était « Agir en commun ».

Les Juges et greffiers de la Cour d'appel pénal ont participé à Neuchâtel à la rencontre annuelle des Cours d'appel pénal des cantons de Neuchâtel, Vaud et Fribourg (INTERCAP).

Michel Favre ainsi que des greffiers des Cours pénales ont participé à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Zoug.

Des Juges administratifs ont participé à la Journée des Tribunaux des assurances à Zoug ainsi qu'à la rencontre des Juges administratifs de Suisse, dans le canton de Bâle-Campagne.

La Présidente, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2018 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Jérôme Delabays, Dominique Gross, Adrian Urwyler et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il a participé comme conférencier à une journée de formation des magistrats à Neuchâtel, et à un cours destiné aux étudiants de l'Université de Fribourg sur la procédure civile dans la pratique. Il collabore toujours au Code de procédure civile annoté on-line.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale, donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires et a donné une conférence et animé des ateliers dans le cadre d'une journée organisée à Neuchâtel par la Fondation pour la formation continue des juges suisses sur le thème des frais judiciaires.

Dans le cadre de la formation des doctorantes, Dominique Gross a tenu une conférence le 18 avril 2018 sur la planification d'un cursus professionnel à l'Université de Fribourg. Elle a par ailleurs publié un article dans la Revue fribourgeoise de jurisprudence (RFJ) sur la question de la protection juridique dans le domaine du droit scolaire.

Christian Pfammatter a animé, sous l'angle du droit administratif, le séminaire annuel de formation des avocats stagiaires qui s'est tenu à Morat les 19 et 20 janvier 2018. Le 13 avril 2018, il a donné une conférence dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en droit de la migration organisé par l'Université de Fribourg.

Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, Marc Sugnaux a assumé la responsabilité du module 5 « Justice et publicité ». Dans ce contexte, il a également donné un cours sur le rôle du juge en tant que « gestionnaire de la publicité ». Frédéric Oberson a quant à lui dispensé un cours en matière de relation entre les tribunaux et les médias.

Le 6 juin 2018, Adrian Urwyler a tenu, en collaboration avec Tarkan Göksu, une conférence intitulée „Rechtsbegehren: Fallgruben und wie sie umgangen werden“ à l'Institut européen de l'Université de Zürich dans le cadre de la 12^{ème} journée zurichoise du droit de la procédure civile. Il a en outre participé le 18 décembre 2018 à la journée de droit pénal organisée dans le cadre du séminaire intensif de la Faculté de droit de l'Université de Fribourg.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours (art. 393 à 397 CPP) et la révision (art. 410 à 415 CPP) en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

1. Einleitung

1.1 Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2018

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

2018 fällte das Kantonsgericht 3264 Urteile, und somit 9.6 % zusätzliche Entscheide gerechnet auf die letzten 5 Jahre (2017: 3363; 2016: 3139; 2015: 2883; 2014: 2978). Zu dieser Erhöhung der Erledigungsquote haben der Einsatz der Mitarbeitenden und der Ersatzrichter, die wiederum verstärkt beigezogen wurden, beigetragen. So war es auch möglich, die steigende Zahl der Neueingänge (3308 im Jahr 2018, 2978 im Jahr 2014) ohne Inanspruchnahme zusätzlicher redaktioneller Ressourcen, mit Ausnahme der Übertragung eines Postens im Jahr 2016 im Anschluss an die dem Kantonsgericht zugeteilte neue Zuständigkeit, zu bewältigen. Das Kantonsgericht ist jedoch an die Grenzen seiner Kapazitäten gestossen. Trotz des Einsatzes des Personals ist die Zahl der beim Kantonsgericht hängigen Fälle seit 2017 erneut angestiegen (1295 im Jahr 2018, 1251 im Jahr 2017); bei gewissen Höfen, insbesondere beim I. und II. Zivilappellationshof ist ein starker Anstieg zu verzeichnen, und die Neueingänge beim I. Verwaltungsgerichtshof und bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen werden immer zahlreicher. Parallel dazu wurde das Kantonsgericht, namentlich seine Zentraldienste, im Rahmen der Entwicklung der Informatikprojekte im Hinblick auf die Digitalisierung des Staates Freiburg und des Bundes stark beansprucht. In Anbetracht seiner besorgniserregenden Situation hat das Kantonsgericht seine dringenden Bedürfnisse hinsichtlich einer Unterstützung im Rahmen des Voranschlags wiederum geäussert. Es wurde ihm ab 2019 eine der beantragten Stellen zugesprochen. Trotz der Gewährung dieser Vollzeitäquivalenz (VZÄ), der getroffenen Massnahmen zur Steigerung seiner Effizienz und des intensiven Einsatzes seiner Mitarbeitenden besteht das Kantonsgericht wie 2017 darauf, dass es die steigende Arbeitslast nicht mit den ihm zur Verfügung stehenden Ressourcen bewältigen kann (Gleichgewicht Qualität-Quantität). Es wird demzufolge seinen Antrag im Rahmen des Voranschlagsverfahrens 2020 erneuern, um zusätzliche redaktionelle Kräfte zugesprochen zu erhalten.

1.1.1.1.1 Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu 8 und die Verwaltungskommission zu 17 Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide wurden ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben, namentlich in Bezug auf das Personal und den Voranschlag, gekümmert, mit Fragen betreffend die Organisation des Gerichts befasst und an 23 Vernehmlassungen teilgenommen. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich einer Pressekonferenz seinen Jahresbericht vorgestellt. Es hat an der achten Justizkonferenz, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung, an der Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter sowie an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter verschiedene jährliche Inspektionen durchgeführt.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt.

Auf organisatorischer Ebene ist das Kantonsgericht gegenwärtig beteiligt an der **Analyse der Gerichtsbehörden**, einem Projekt, das vom Staatsrat initialisiert wurde. Zweck ist es, Wege für die Verbesserung der Organisation und der Arbeits- und Funktionsweise der Gerichtsbehörden mit der Zielsetzung einer Rationalisierung und eines

Effizienzgewinns unter gleichzeitiger Erhaltung der Qualität der Leistungen zu analysieren. Mehrere Feststellungen führten zu dieser Analyse: die Zunahme der Bevölkerungszahl und damit verbunden der Zahl der bei den Gerichten eingereichten Verfahren; die Verkomplizierung der Verfahren mit den neuen bundesrechtlichen Verfahren und die Anpassung gewisser Rechtsgebiete (z.B. neues Kindes- und Erwachsenenschutzrecht); das häufigere Auftreten von Anwälten und namentlich die chronische Überlastung der Gerichtsbehörden. Anlässlich der Schaffung der «cellule judiciaire itinérante» hat der Staatsrat somit angeordnet, dass eine Analyse über die Organisation und die Arbeits- und Funktionsweise der Gerichtsbehörden durchgeführt wird. Das Kantonsgericht nimmt daran teil.

Die Begleitung und die **Entwicklungen der Informatik** erfordern eine starke Involvierung des Kantonsgerichts auf allen Ebenen. Das Kantonsgericht ist auf kantonaler Ebene sehr engagiert bei der Umsetzung des Projekts e-Justice, dies sowohl auf Stufe des von Kantonsrichterin Sandra Wohlhauser präsierten Pilotkomitees wie auf Ebene des Projektkomitees. Ziel ist es, ebenfalls der Umsetzung des Leitplans des Kantonsgerichts und jenes des Justizrates mit dem elektronischen Dossier Rechnung zu tragen. Auf Bundesebene sind das Kantonsgericht und weiträumiger andere staatliche Justizeinheiten des Kantons Freiburg ebenfalls im Projekt der Digitalisierung Justizia 4.0 involviert. Diese Informatikprojekte, die die kantonalen und bundesrechtlichen Ausrichtungen für die Einführung von Digitalisierungsmassnahmen für die zivilrechtlichen, die strafrechtlichen und die verwaltungsrechtlichen Behörden sowie die Strafverfolgungs- und die Strafvollstreckungsbehörden berücksichtigen, werden wichtige Auswirkungen auf die Arbeitsprozesse aller Mitarbeitenden bei den Gerichtsbehörden haben. Weit mehr noch als ein Informatikprojekt handelt es sich hierbei um eine grosse Umwandlung der Arbeitsweise der Gesamtheit der Akteure im Justizwesen und ihrer Partner. Die Unterstützung und die Lenkung der Veränderung werden somit entscheidend sein für den Erfolg der Projekte. Wie erwähnt sind bereits jetzt einige Mitarbeitende (namentlich für laufende fachspezifische Analysen) und Richter der kantonalen Gerichtsbehörden stark an der Umsetzung dieser anspruchsvollen Projekte beteiligt. Was nun die Zuteilung von Mitteln hierfür anbelangt, ist festzustellen, dass das auf kantonaler Ebene für die Informatikprojekte geschaffene Budgetsystem zu stark eingeschränkt ist. So kann dies ganz einfach nicht bewältigt werden. Wenn auch für 2018 und 2019 über die Sicherheits- und Justizdirektion und das Amt für Justiz eine zeitlich befristete und teilweise Lösung gefunden wurde, erscheint es nun notwendig, die zahlreichen aufgetretenen Schwierigkeiten dauerhaft zu beheben. Dasselbe gilt für die Lenkung der Veränderung. Das Kantonsgericht hat folglich den Staatsrat, Sicherheits- und Justizdirektor, kontaktiert, um diese Schwierigkeiten zu erörtern. Um Lösungen zu finden, hat daher Ende des Jahres eine Unterredung, an der der Präsident des Justizrates, Kantonsrichterin Sandra Wohlhauser, Präsidentin der Informatikkommission der Gerichtsbehörden, Generalstaatsanwalt Fabien Gasser, Mitglied der Informatikkommission der Gerichtsbehörden sowie die Präsidentin des Kantonsgerichts teilgenommen haben.

In Bezug auf die **allgemeineren Fragen zur Informatik** arbeitet die Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) – mit Vertretern aus den verschiedenen Instanzen, dem Justizrat, dem Amt für Justiz und dem ITA - unter dem Präsidium von Kantonsrichterin Sandra Wohlhauser, die Mitglied der Informatikkommission des Staates ist. Sie wird auf operativer Ebene durch das Informatikbüro der Gerichtsbehörden unterstützt. Das Jahr 2018 zeichnete sich namentlich aus durch Fragen im Zusammenhang mit Materialwechseln, mit dem Übergang auf Windows 10 und mit der Aufhebung des Faxes.

Ausserdem war das Kantonsgericht auch tätig in der Entwicklung des neuen Systems der systematischen Daten der freiburgischen Gesetzgebung (BDLF). Zu beachten ist ebenfalls, dass das Informatiksystem zur Kodifizierung der Bibliothek (System RERO) neu überdacht werden muss.

Schliesslich ist das Reglement über den elektronischen Rechtsverkehr im verwaltungsrechtlichen Verfahren für das Kantonsgericht am 1. Januar 2018 in Kraft getreten. Für die gesetzlich eingesetzten Rekurskommissionen, die Enteignungskommission, die Schiedsgerichte im Sozialversicherungsbereich und das Zwangsmassnahmengericht gilt eine Umsetzungsfrist bis 1. Januar 2019.

Was das **Gebäude** anbelangt, laufen die Vorkehrungen für die Verbesserung der Sicherheit des Kantonsgerichts und die Arbeitsbedingungen weiter. Die Gewährung eines Gerichtsschreiberpostens wird Auswirkungen haben auf die Einteilung der Büros und der Arbeitsplätze, da das Kantonsgericht keine Platzreserven mehr hat.

1.1.1.1.2 Arbeitsvolumen

Wie in den allgemeinen Bemerkungen hervorgehoben, ist die **gesamte Arbeitslast des Kantonsgerichts sehr hoch** (siehe Tabelle weiter unten). Die Verwaltungskommission ermittelt sie regelmässig anhand von Statistiken. Sie konnte demnach feststellen, dass für das Gericht insgesamt die Zahl der Neueingänge stark angestiegen ist, nämlich um ca. 12 % innerhalb der letzten 5 Jahre (2018: 3308; 2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957). Auch wenn die Quote der erledigten Angelegenheiten hoch ist, ist dennoch zu betonen, dass die Situation besorgniserregend ist. In Anbetracht der Arbeitslast und der zur Verfügung stehenden Kräfte ist das Kantonsgericht an seine Grenzen gelangt.

Für ergänzende Erläuterungen kann auf die Daten weiter unten (Bemerkungen der einzelnen Höfe und Statistik) Bezug genommen werden.

1.1.1.2 Gerichtstätigkeit

1.1.1.2.1 Allgemeines

1.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1251	1325	1287	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	3308	3289	3177	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	3264	3363	3139	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1295	1251	1325	1287	1302	1323

Allgemein ist die Zahl der neuen Angelegenheiten erneut gestiegen. Trotz des grossen Arbeitseinsatzes der Gesamtheit des Kantonsgerichts ist ein Anstieg der hängigen Angelegenheiten zu verzeichnen.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2814 Urteile in französischer und 427 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 23 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Höfe	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	177	183	163	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1261	1263	1170	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1214	1269	1150	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	224	177	183	163	192	216

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. Zivilappellationshofs im Jahr 2018 ist gegenüber 2017 gestiegen (410 neue Angelegenheiten im Jahr 2018, 388 im Jahr 2017: +10.5 %). Dasselbe gilt für die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer (+ 12 %). Die Zahl der Angelegenheiten des II. Zivilappellationshofs ist ihrerseits leicht rückläufig, wobei immer noch sehr hoch (530 neue Angelegenheiten im Jahr 2018, wovon 184 internationale Rechtshilfesuche; 576 im Jahr 2017, wovon 201 internationale Rechtshilfesuche). Dieselbe Feststellung gilt für den Kindes- und Erwachsenenschutzhof (127 neue Angelegenheiten im Jahr 2018; 138 im Jahr 2017).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die zivilrechtlichen Höfe haben 1097 Urteile in französischer und 117 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Höfe	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	179	154	156	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	528	574	551	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	526	549	553	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	181	179	154	156	134	155

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des Strafappellationshofs und der Strafkammer ist nach wie vor sehr hoch, wobei zu betonen ist, dass gewisse Angelegenheiten auch komplex und umfangreich sind (Strafappellationshof: 211 neue Angelegenheiten im Jahr 2018, 225 im Jahr 2017; Strafkammer 309 neue Angelegenheiten im Jahr 2018, 330 im Jahr 2017).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die strafrechtlichen Höfe haben 477 Urteile in französischer und 49 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Höfe	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	890	986	965	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1499	1419	1441	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1501	1515	1420	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	888	890	986	965	974	949

Die Zahl der 2018 bei den Verwaltungsrechtlichen Höfen eingetragenen Angelegenheiten ist gegenüber 2017 gestiegen (+ 80 Dossiers: + 5.6 %). Die Zahl der beim I. Verwaltungsgerichtshof eingetragenen Dossiers ist gestiegen (+ 44 Dossiers: + 15.5 %); jene des II. Verwaltungsgerichtshofs ist stabil (+ 7 Dossiers: + 4.5 %) und diejenige des III. Verwaltungsgerichtshofs ist leicht rückläufig (- 14 Dossiers: - 6.8 %). Der Rückgang der beim Steuergerichtshof eingetragenen Angelegenheiten ist markanter (- 26 Dossiers: - 15.7 %). Die Zahl der Dossiers bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen ist erneut stark gestiegen, nämlich um 11.5 % (+ 69 Dossiers).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die verwaltungsrechtlichen Höfe haben 1'240 Urteile in französischer und 261 in deutscher Sprache gefällt.

1.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 - 30 Tage	1- 3 Monate	3 - 6 Monate	6 - 12 Monate	1 -2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	199	68	55	46	6	0
II. Zivilappellationshof und Präsident	323	117	31	34	2	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	152	40	10	3	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	61	45	19	2	0	0
Strafappellationshof	59	34	23	63	36	2
Strafkammer	102	108	67	22	2	0
I. Verwaltungsgerichtshof	46	66	84	88	52	2
II. Verwaltungsgerichtshof	48	27	31	45	24	5
III. Verwaltungsgerichtshof	59	83	22	22	22	8
Steuergerichtshof	17	37	28	35	37	1
I. Sozialversicherungsgerichtshof	18	33	40	109	81	5
II. Sozialversicherungsgerichtshof	22	51	50	109	92	2

1.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht die Staatsanwaltschaft (alle Staatsanwälte mit Ausnahme des Generalstaatsanwalts und seiner Stellvertreter) und die Bezirksgerichte der Saane (4 Präsidenten), des Vivisbachs, der Broye, des Sees, des Greyerz und der Glane, die Friedensgerichte der Broye, des Sees, der Glane und des Vivisbachs, die Oberämter des Vivisbachs, der Saane, der Broye, des Sees, des Greyerz und der Glane, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Rekurskommission der Universität, die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen (der Sense und des Sees, der Bezirke des Südens und der Saane), jene für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und jene für die Ersterhebung inspiziert.

In seiner Eigenschaft als Aufsichtsbehörde hat es ebenfalls das Kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter inspiziert.

1.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten hat die Marke 400 wiederum überstiegen. Namentlich dank der Unterstützung durch die Ersatzrichter und erfahrene Gerichtsschreiber ist die Erledigungsquote hoch geblieben, jedoch liegt die Zahl der per 31. Dezember 2018 hängigen Angelegenheiten nunmehr bei über 100. Auch wenn sie für die Behandlung Vorrang geniessen, nimmt die Erledigung der eherechtlichen Beschwerden im summarischen Verfahren (vorsorgliche Massnahmen, Eheschutzmassnahmen) manchmal zu viel Zeit ein. Die Situation des Hofes bleibt somit heikel.

1.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt hauptsächlich die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts, des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts und der unentgeltlichen Rechtspflege sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz. In diesen Bereichen sind die eingetragenen Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr von 375 auf 345 zurückgegangen, doch liegen diese Eingänge noch immer über dem Durchschnitt der letzten 5 Jahre (310). Wie bereits im letzten Jahresbericht hervorgehoben, vermag der II.

Zivilappellationshof die Geschäftslast mit den derzeitigen Mitteln nicht zu absorbieren; die Zahl der am Ende des Jahres hängigen Angelegenheiten (90) hat sich daher gegenüber dem Vorjahr um 32% erhöht. Der II. Zivilappellationshof hat im vergangenen Jahr 323 Urteile gefällt, wovon 255 (79%) innerhalb von 3 Monaten. Während die Behandlungsdauer im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts auf normalem Niveau beibehalten werden konnte, zeichnet sich ab, dass im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts und insbesondere bei komplexen Verfahren betreffend geistiges Eigentum, Geschäftsfirmen und Datenschutz die Behandlungszeiten zunehmend länger werden. Dies gilt es im Auge zu behalten, mittelfristig muss hier eine Lösung gefunden werden.

1.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Auch wenn 2018 die Zahl der Dossiers leicht rückläufig war (130 Dossiers im Jahr 2017, 119 im Jahr 2018), sind die Komplexität und die Dringlichkeit der Dossiers sehr hoch geblieben. Die Geschäftslast bleibt demnach hoch, müssen diese Dossiers doch vorrangig behandelt werden. Der Hof hat sich ausserdem 7 Mal ins Behandlungszentrum in Marsens begeben, um Anhörungen durchzuführen.

1.1.1.2.6 Strafappellationshof

Trotz eines leichten Rückgangs der Zahl der Neueingänge im Vergleich zu 2017 (- 6%) und einer bedeutenden Zunahme der Zahl der erledigten Angelegenheiten (+ 14 %), bleibt die Zahl der per 31. Dezember 2018 beim Hof eingetragenen Dossiers hoch und hat sich die Dauer ihrer Behandlung verlängert. Grund dafür ist nicht nur die Zahl der eingetragenen Dossiers, sondern auch der zunehmende Umfang und die steigende Komplexität der Fälle, wo hinzu noch die neuen von der bundesgerichtlichen Rechtsprechung gesetzten Anforderungen hinsichtlich des Ablaufs der Verfahren und der Neuerhebung der Beweise, die in der ersten Instanz oder im Rahmen des Ermittlungsverfahrens bereits erhoben wurden, kommen.

1.1.1.2.7 Strafkammer

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten ist immer noch hoch, 2018 jedoch stabil geblieben. Die Geschäftslast bleibt hoch, da die meisten dieser Angelegenheiten rasch behandelt werden müssen. Die Mitglieder der Strafkammer behandeln immer noch alle Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingereicht werden.

1.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Der I. Verwaltungsgerichtshof verzeichnet gegenüber 2017 eine grosse Zunahme der Neueingänge (+ 107 zusätzliche Angelegenheiten, also eine Zunahme von 15.5 %), dies hauptsächlich im Bereich des Ausländerwesens.

1.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des II. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Zur administrativen Vereinfachung wurde ab 1. Januar 2018 bei der Eintragung keine Unterscheidung mehr gemacht zwischen den Fällen, die in die ordentliche Zuständigkeit des Hofes fallen und jenen, in denen je nach Streitwert ein Präsidialentscheid erfolgt (Art. 186 DStG).

Die Zahl der 2018 verzeichneten Neueingänge (140) ist auch diesmal zurückgegangen (2015: 212; 2016: 203; 2017: 166). Das Quantum der erledigten Dossiers (155) ist höher als jenes der Neueingänge, was die Zahl der hängigen Verfahren deutlich senkt (64 Ende 2018). Die Art der behandelten Fälle gibt ihrerseits zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Auch 2018 konnten die meisten Dossiers im Jahr ihres Eingangs erledigt werden, und das Risiko einer chronischen Verspätung wie in der Vergangenheit ist (vorläufig) unter Kontrolle.

Dennoch ist die Situation sehr besorgniserregend und unterliegt Faktoren, auf die die beiden Höfe kaum Einfluss haben: es konnte denn auch eine deutliche Zunahme der gesamten Neueingänge festgestellt werden, die sich für 2018 auf 676 belaufen. Dies sind 11.36% mehr Dossiers als 2017 (607). Die Neueingänge nehmen seit 2013 konstant zu; damals waren es 457 Dossiers, sodass eine Zunahme von nahezu 50% innert der letzten 5 Jahre zu verzeichnen ist.

Die IV-Dossiers mit ihren umfangreichen und komplexen Angelegenheiten in den Bereichen Revision/Streichung der Rente beschäftigen die beiden Höfe hochgradig. Was den I. Hof anbelangt, bleibt die Zahl der Unfallversicherungsfälle hoch. Diese müssen heutzutage wenn man dem BG folgt, das empfiehlt, quasi systematisch eine Expertenmeinung einzuholen nicht mehr so sehr unter dem rechtlichen, sondern vielmehr unter dem wissenschaftlichen Aspekt gelöst werden. Die Rechtsstreitigkeiten im Arbeitslosenwesen sind ihrerseits wieder stark am Aufkommen, mit ihrer Besonderheit, dass man nie wissen kann, ob die Fälle innert kurzer Zeit gelöst werden können oder ob sie sich im Gegenteil dauerhaft festsetzen, wie dies einst der Fall war.

Was die Erledigungen anbelangt, ist ein Rückgang zu verzeichnen, der sich schlussendlich in einer gesamthaften Erhöhung von 14.28% der Zahl der per 31. Dezember offenen Dossiers niederschlägt. Dennoch bleibt die Erledigungsquote sehr hoch, handelt es sich doch seit dem Rekord im Jahr 2017 um das zweitbeste Jahr in der Geschichte der beiden Höfe.

Der 2018 verzeichnete Rückgang betrifft vor allem den I. Hof. Diesbezüglich ist zu betonen, dass das Ausnahmeergebnis im Jahr 2017, mit dem der Dossierbestand um 70 Einheiten reduziert werden konnte, um auf seinen niedrigsten historischen Stand zu gelangen (232), namentlich durch die Erledigung von 31 Fällen im Arbeitslosenwesen in einem einzigen Grundurteil erlangt werden konnte. Hervorzuheben ist auch, dass ein vollzeitlich tätiger Gerichtsschreiber-Berichterstatter, ein ehemaliger stellvertretender Präsident, aus gesundheitlichen Gründen während der ersten fünf Monate des Jahres 2018 nicht zur Verfügung stand. Daneben wurden die Ersatzrichter etwas weniger einbezogen. Schliesslich wäre es nicht aufrichtig, wenn man nicht eine relative allgemeine Müdigkeit einräumen würde, die im Zuge der 2017 gemachten grossen Anstrengungen entstanden ist und wahrscheinlich an die Grenzen der Leistungsfähigkeit geführt hat. Auf jeden Fall ist der Bestand der offenen Dossiers beim I. Hof (275) niedriger als er Anfang 2017 war (300), und die Arbeit wird stets mit einer guten Einstellung und in einer angenehmen Atmosphäre erledigt, die natürlich auch beim II. Hof herrscht.

Jedoch wird am Ende des Jahres 2019 wieder der neuste Stand festgelegt und gegebenenfalls die Beantragung von Massnahmen in Betracht gezogen werden müssen. Der zusätzliche Einsatz der Höfe, der sich aus der Abstimmung über die Überwachung von Versicherten IV/UV (Anschlussbeschwerde) ergibt, wird sich erst zu diesem Zeitpunkt messen lassen. Bis dahin können die beiden Präsidenten sich nur bei den Gerichtsschreibern und Gerichtsschreiber-Berichterstattern und ihren Richterkollegen (ordentliche oder Ersatzrichter) sowie dem wertvollen Personal der Gerichtsschreiberei für ihren sehr geschätzten Beitrag bedanken. Sie ermutigen alle dazu, weiterzumachen.

1.1.1.3 Personal

1.1.1.3.1 Richter/innen

Kantonsrichter Hubert Bugnon hat seine Tätigkeit am 31. Dezember 2018 beendet. Das Kantonsgericht dankt ihm für den während fünfunddreissig Jahren im Dienste der Freiburger Justiz geleisteten Einsatz, wovon siebzehn Jahre als Kantonsrichter. Hubert Bugnon wurde 1953 geboren. Er ist gebürtig von Montagny, das in der Freiburger Broye liegt. Mit der am Kollegium St. Michael 1974 erlangten Matura ausgestattet, beginnt er seine Rechtsstudien an der Universität Freiburg, die er 1978 mit einem Lizentiat abschliesst. Als brillanter Student verfasst er eine DoktoratsThese unter der Leitung von Professor Pierre Tercier, wobei er parallel dazu als Assistent von Professor Paul-Henri Steinauer tätig ist. 1981 beginnt er ein Anwaltspraktikum und erlangt im Herbst 1983 das Anwaltspatent, dies kaum ein Jahr nach Erwerb seines Dokortitels. Gleich im nächsten Jahr tritt er als Präsident des Bezirksgerichts der Saane in den Dienst des Gerichtswesens ein. Ab 1990 wird er Präsident, dann Vizepräsident des Mietgerichts der Saane. 2001 wird Hubert Bugnon vom Grosse Rat als Kantonsrichter gewählt. Er ist zunächst Mitglied des II. Zivilappellationshofs und des Strafappellationshofs, bis 2008, danach des I. Zivilappellationshofs – dessen Präsident er bis 2015 ist – und der Strafkammer, die er ab 2016 präsidiert. Zweimal wird ihm die Ehre zuteil, das Kantonsgericht zu präsidiieren, in den Jahren 2007 und 2015. Ausserhalb seines beruflichen Einsatzes diente Hubert Bugnon der Öffentlichkeit in zahlreichen anderen Ämtern: als Vizepräsident der Rekurskommission der Universität Freiburg von 1996 bis 2007, als Mitglied und dann als Präsident der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch von 2000 bis 2008 oder als Mitglied und danach Präsident der Schulkommission des Kollegiums Ste-Croix. Auch lag ihm daran, seine Kompetenzen weiterzuvermitteln, indem er als Lehrbeauftragter bei der Richterakademie der Universität Neuenburg tätig war.

Kantonsrichter Adrian Urwyler hat seinerseits seinen Rücktritt per 1. März 2019 bekannt gegeben. Das Kantonsgericht spricht ihm bereits jetzt seinen Dank aus für den Einsatz, den er während achtundzwanzig Jahren im Dienste der Freiburger Justiz geleistet hat, wovon neunzehn als Kantonsrichter. Geboren 1960 im Kanton Bern wächst Adrian Urwyler in Murten auf, wo er seine obligatorische Schulzeit verbringt. Nach Erlangen der Matura am Kollegium St. Michael beginnt er sein Rechtsstudium an der Universität Freiburg, das er 1985 mit einem Lizentiat und danach mit dem Doktorat unter der Leitung von Professor Bernhard Schnyder abschliesst. Parallel dazu ist er als diplomierter Assistent am Lehrstuhl für Privatrecht tätig. 1990 erlangt er ausserdem das Anwaltspatent des Kantons Luzern. Ab Ende 1990 arbeitet er während eines Jahres als Direktionsassistent beim Bundesamt für Justiz, bevor er vom Wahlkollegium als Präsident des Bezirksgerichts des Sees ab 1. Januar 1992 gewählt wird. Im November 1999 wählt der Grosse Rat ihn als Kantonsrichter. Dort arbeitet er ab Januar 2000 als Mitglied des I. und des II. Zivilappellationshofs, des Strafappellationshofs und der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer. Von 2002 bis 2012 ist er Präsident der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer, von 2009 bis 2012 der zivilrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts, danach und bis heute des II. Zivilappellationshofs. Zweimal wird ihm die Ehre zuteil, das Kantonsgericht zu präsidiieren, in den Jahren 2005 und 2013. Schliesslich präsidiert er seit 2016 den Justizrat als Vertreter des Kantonsgerichts. Neben seiner Arbeit am Kantonsgericht hat Adrian Urwyler aktiv bei der Gründung und dem Aufbau der Schweizerischen Richterakademie mitgewirkt und war während 10 Jahren als Modulverantwortlicher und zuletzt als Vorsitzender tätig.

Hubert Bugnon wird ab dem 1. Januar 2019 durch Laurent Schneuwly und Adrian Urwyler ab dem 1. März 2019 durch Markus Ducret ersetzt.

Das Kantonsgericht musste sich auch auf die sechsmonatige Absenz von Dominique Gross ab dem Monat August 2018 einstellen, die zu 100% als deutschsprachige Kantonsrichterin in den Bereichen des Verwaltungsrechts tätig ist und die ihren Mutterschaftsurlaub verlängert hat. Suzanne Fankhauser, Gerichtsschreiberin beim Bundesverwaltungsgericht, hat sie ersetzt und arbeitete vom 1. August 2018 bis zum 31. Januar 2019 im Umfang von 70% als Kantonsrichterin ad hoc. Kantonsrichterin Daniela Kiener erklärte sich einverstanden, ihr Arbeitspensum während sechs Monaten von 50 auf 80 % zu erhöhen.

Was die Ersatzrichter anbelangt, haben Ursula Schneider Schüttel und der als Kantonsrichter gewählte Laurent Schneuwly ihre Demission eingereicht. Es wurden vier neue Ersatzrichterinnen, nämlich Caroline Gauch (deutschsprachige Angelegenheiten), Catherine Faller, Sonia Bulliard Grosset und Annick Achtari gewählt.

Schliesslich hat Ersatzrichterin Susanne Genner, die als Richterin des Bundesverwaltungsgerichts gewählt wurde, ihren Rücktritt per 30. April 2019 angekündigt.

Was die Nebentätigkeiten anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission und der Anwaltsprüfungskommission sowie Ersatzmitglied der neuen Notariatskommission. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW-Freiburg für die Weiterbildung mit den Diplomabschlüssen CAS (public management). Neben seiner Halbtätigkeit als Richter wirkt er aktiv mit in den Bereichen Humor und Kultur. Hubert Bugnon ist Mitglied der Anwaltskommission. Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Johannes Frölicher amtiert weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «Les Buissonnets». Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Daniela Kiener amtiert als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung, Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und nun auch Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Vizepräsidentin der Vereinigung St-Camille in Marly. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Präsident des Ausschusses der Vereinigung «Le Bosquet» in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie sowie Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident des Justizrates und Mitglied der Verwaltungskommission der Freiburger Strafanstalt (FRSA). Sandra Wohlhauser ist Präsidentin der Informatikkommision für die Gerichtsbehörden sowie des Leitungskomitees e-Justice. Sie ist auch Mitglied der Informatikkommision des Staates Freiburg. Sie ist ausserdem Ersatzmitglied der Anwaltskommission.

1.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei

Die Situation ist gleich wie 2017: es arbeiten 66 Personen für das Kantonsgericht.

Personalbestand (31.12.2018)

Funktion	Anzahl Personen
Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter	15
Generalsekretär	1
Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber	24
Mitarbeitende des Verwaltungspersonals	19
Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten	5
Kaufmännische Lernende	2
Total	66

2018 umfasste das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts, ohne die Kantonsrichter und die befristet angestellten Praktikanten und Lernenden zu zählen, gemäss Voranschlagsposten 2018 33.05 Vollzeitäquivalenzen (VZÄ) (Situation im Jahr 2017: 32.85 VZÄ, ein zusätzlicher Gerichtsschreiberposten von 20 % auf Budget des Kantonsgerichts wurde der von Kantonsrichter Christian Pfammatter präsierten Kommission für die bedingte

Strafentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit zugeteilt; Arbeitsplatz beim Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe).

Für 2019 beantragte das Kantonsgericht die Gewährung zweier zusätzlicher Gerichtsschreiberstellen. Es erhielt einen der zwei Posten (Gesamtpersonalbestand des Kantonsgerichts 2019: 34.05 VZÄ). Dieser Posten wird ab dem 15. Februar 2019 von Daniela Herren besetzt.

Diese Unterstützung erweist sich jedoch als ungenügend, wenn man die Geschäftslast und die zur Verfügung stehenden Arbeitskräfte miteinander misst. Das Kantonsgericht ist gezwungen, seine Anträge um zusätzliche redaktionelle Kräfte im Rahmen des Voranschlags 2020 erneut einzureichen (1 VZÄ für Gerichtsschreibertätigkeit).

Weggänge - Neuzugänge

Das Kantonsgericht hat die Absenzen mehrerer Personen, die Mutterschaftsurlaub bezogen, überbrückt: Elsa Gendre, Gerichtsschreiberin, ersetzte Sandra Ayan bis Ende 2018 und danach Aleksandra Bjedov bis April 2019; Frédérique Jungo, Gerichtsschreiberin, ersetzte Mirjam Brodbeck, ebenfalls bis Ende 2018. Nadia Hayoz, Sekretärin, sprang zeitweise für Helen Maeder ein.

Um Ludovic Farine, der während sechs Monaten als richtsunabhängiger Richter arbeitete, zu ersetzen und das Fehlen anderer Gerichtsschreiber (länger andauernde Krankheit) auszugleichen, konnte das Kantonsgericht auf die befristete Anstellung von Franziska Waser, Frédérique Jungo (auch in diesem Rahmen eingesetzt), Linda Rodriguez sowie auf die Erhöhung des Beschäftigungsgrades von Angelika Spiess (+ 20 % bis Ende Juni 2019) zählen.

Mirjam Brodbeck und Jessica Koller, deutschsprachige Gerichtsschreiberinnen, haben auf Ende 2018 gekündigt. Sie werden ersetzt durch Frédérique Jungo und Silvia Gerber.

Beim Verwaltungspersonal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts (zivilrechtliche, strafrechtliche und verwaltungsrechtliche Höfe) war 2018 kein Weggang zu verzeichnen. Erika Chappuis, dem ITA angegliederte und vom Kantonsgericht angestellte Informatik-Mitarbeiterin hat ihren Vertrag per Ende September 2018 gekündigt. Christiane Becar, administrative Mitarbeiterin, wird ihrerseits 2019 ihren Altersrücktritt antreten und ihre Tätigkeit Ende Februar beenden. Das Kantonsgericht dankt den Damen Becar und Chappuis für den Einsatz, den sie während vielen Jahren im Dienste der Freiburger Justiz geleistet haben. Sie werden ersetzt durch Mathias Monney, angestellt ab dem 1. Oktober 2018, und Lauriane Berset, die ihre Tätigkeit am 1. März 2019 beginnen wird.

Personalbetreuung

Es wird daran erinnert, dass für das Personal jährlich gemäss der Personalgesetzgebung eine Evaluierung stattfindet.

1.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Die Präsidentin und der Generalsekretär waren bei der Präsentation des Jahresberichts der Genfer richterlichen Behörden zusammen mit Delegationen aus dem Ausland sowie des Bundesgerichts und von Gerichten der Westschweizer Kantone anwesend.

Die Präsidentin hat am 19. Oktober 2018 an der achten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Genf teilgenommen.

Am 19. und 20. März 2018 nahm Sandra Wohlhauser am 18. Magglinger Rechtsinformatikseminar teil. Am 19. April 2018 und am 13. November 2018 war sie anwesend beim 7. und 8. Treffen der Arbeitsgruppe «Dialog Gesundheit-Justiz» in Granges-Paccot in Freiburg. Am 31. Oktober 2018 nahm sie an der Schweizer Tagung der Zwangsmassnahmengerichte in Freiburg und am 12. November 2018 an der 14. Tagung für Informatik und Recht in Bern teil.

In seiner Eigenschaft als Präsident des I. Sozialversicherungsgerichtshofs, das sich namentlich mit Streitfällen im Sozialhilfereich befasst, hat Marc Boivin anlässlich der Konferenz für Sozialfragen, die am 26. April 2018 im Institut von Grangeneuve zum Thema «Gemeinsam handeln» stattfand, eine Diskussionsrunde moderiert.

Die Richter und die Gerichtsschreiber des Strafappellationshofs haben in Neuenburg am jährlichen Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Waadt, Neuenburg und Freiburg (INTERCAP) teilgenommen.

Michel Favre und einige Gerichtsschreiber der strafrechtlichen Höfe haben an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Zug teilgenommen.

Einige Richter der verwaltungsrechtlichen Höfe haben an der Tagung der Sozialversicherungsgerichte in Zug sowie an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung, die im Kanton Baselland stattfand, teilgenommen.

Die Präsidentin, weitere Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an den verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2018 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt werden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Jérôme Delabays, Dominique Gross, Adrian Urwyler und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er ist an der Richterausbildungstagung in Neuenburg und in einem für die Studierenden der Universität Freiburg bestimmten Kurs über das Zivilverfahren in der Praxis als Referent aufgetreten. Er wirkt weiterhin mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen, erteilt Kurse im Rahmen der vom FAV erschaffenen Weiterbildungsveranstaltungen für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten und trat als Referent und als Moderator eines Ateliers im Rahmen einer von der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter in Neuenburg organisierten Tagung auf.

Dominique Gross hielt am 18. April 2018 im Rahmen der Doktorandinnenausbildung an der Universität Freiburg einen Vortrag zur Laufbahnplanung. Zudem publizierte sie in der FZR eine Abhandlung zum Rechtsschutz im Schulrecht.

Christian Pfammatter hat unter dem Aspekt des Verwaltungsrechts beim jährlichen Seminar für die Ausbildung der Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten, das am 19. und 20. Januar 2018 in Murten stattfand, mitgewirkt. Am 13. April 2018 ist er im Rahmen des Studiengangs CAS (Certificate of Advanced Studies) in Migrationsrecht an einer von der Universität Freiburg organisierten Konferenz als Redner aufgetreten.

Im Rahmen des Certificate of Advanced Studies (CAS) im Richterwesen, das von der Schweizerischen Richterakademie angeboten wird, trug Marc Sugnaux die Verantwortung für das Modul 5 «Justiz und Öffentlichkeit». In diesem Kontext erteilte er auch einen Kurs über die Rolle des Richters zum Thema «Die Sicht der Justiz». Frédéric Oberson hat seinerseits einen Kurs über die Beziehungen zwischen Gerichten und Medien erteilt.

Adrian Urwyler hielt am 6. Juni 2018 am Europainstitut der Universität Zürich anlässlich der 12. Zürcher Tagung zum Zivilprozessrecht einen Vortrag zum Thema «Rechtsbegehren: Fallgruben und wie sie umgangen werden» (Tarkan Göksu / Adrian Urwyler). Er nahm ausserdem teil an der von der juristischen Fakultät Freiburg im Rahmen des Intensivseminars organisierten Strafrechtstagung vom 18. Dezember 2018.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse zu den Themen Beschwerde (Art. 393 - 397 StPO) und Revision (Art. 410 - 415 StPO) im Strafbereich. Sie ist Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen.

Annexe / Beilage

1.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2018 (état au 31.12.2018) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2018 (Stand 31.12.2018)

Président / Präsident

Vice-présidente / Vizepräsidentin

Membres / Mitglieder

Catherine Overney

Jérôme Delabays

Dina Beti

Marc Boivin

Hubert Bugnon

Michel Favre

Johannes Frölicher

Susanne Fankhauser, Juge ad hoc jusqu'à fin 01.2019 /
Richterin ad hoc bis Ende 01.2019

Dominique Gross

Marianne Jungo

Daniela Kiener

Anne-Sophie Peyraud

Christian Pfammatter

Marc Sugnaux

Adrian Urwyler

Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

François-Xavier Audergon

Felix Baumann

Olivier Bleicker

Georges Chanez

Pierre Corboz

Francine Defferrard

Omblin de Poret Bortolaso

Catherine Faller

Caroline Gauch

Caroline Gehring

Susanne Genner

Tarkan Göksu

Catherine Hayoz

Yann Hofmann

Christophe Maillard

Séverine Monferini Nuoffer

Jean-Luc Mooser

André Riedo

Armin Sahli

Hans-Jürg Schläppi

Daniel Schneuwly

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Laurent Schneuwly
Erika Schnyder
Kurt Schwab
Pascal Terrapon
Catherine Yesil- Huguenot

Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

I^{er} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président / Präsident Jérôme Delabays
Membres / Mitglieder Dina Beti
Hubert Bugnon
Sandra Wohlhauser

II^{er} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président / Präsident Adrian Urwyler
Membres / Mitglieder Dina Beti
Michel Favre
Catherine Overney

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Président / Präsident Catherine Overney
Membres / Mitglieder Dina Beti
Adrian Urwyler

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président / Präsident Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder Jérôme Delabays
Michel Favre

Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident Michel Favre
Membres / Mitglieder Dina Beti
Catherine Overney
Adrian Urwyler

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident Hubert Bugnon
Membres / Mitglieder Jérôme Delabays
Sandra Wohlhauser

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Marianne Jungo
Membres / Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud Christian Pfammatter Dominique Gross Susanne Fankhauser

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Christian Pfammatter
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher Dominique Gross Susanne Fankhauser

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Marianne Jungo Johannes Frölicher Dominique Gross Susanne Fankhauser

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter Dina Beti Daniela Kiener

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Marc Boivin
Membres / Mitglieder	Dominique Gross Marianne Jungo Marc Sugnaux Susanne Fankhauser

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Johannes Frölicher
Membres / Mitglieder	Daniela Kiener Anne-Sophie Peyraud Marc Sugnaux

1.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

1.1.3.2 Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

1^{er} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	78	89
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	410	388
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	374	399
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	114	78

Provenance / Herkunft	2018	2017
Sarine / Saane	86	73
Singine / Sense	14	18
Gruyère / Greyerz	16	29
Lac / See	11	14
Glâne / Glane	8	11
Broye/ Broye	35	31
Veveyse / Vivisbach	15	15
Justice de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	0	2
Justice de paix de la Gruyère / Friedensgericht des Greyerzbezirks	1	1
Justice de paix de la Singine / Friedensgericht des Sensebezirks	0	1
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	1	0
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	2	0
Autres / Andere	185	204
Total	374	399

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / Gutheissung	24	32
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	65	63
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	8	7
Rejet / Abweisung	76	78
Irrecevables / Nichteintreten	39	37
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	-
Retrait / Rückzug	11	15
Transaction / Vergleich	1	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	14	25
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	97	106
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	27	22
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	2	1
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	1	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	6
Décharge / Entlastung	4	0
Désignation (récusations) / Bezeichnung (Ausstände)	0	2
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	3
Total	374	399

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0	1
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	80	88
dont mesures protectrices de l'union conjugale/davon <i>Eheschutzmassnahmen</i>	42	51
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	3	4
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	7
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	20	20
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	1	0
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	3	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	8	5
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	3	0
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	1	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	5	4
Sursis et remise de frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	2
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	0	3
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	0	5
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	4	6
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	6
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	42	46
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	40	37
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	13	10
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	138	142
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	0	5
Révision / <i>Revision</i>	1	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	2
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung</i>	1	0
Interprétation et rectification / <i>Erläuterung und Berichtigung</i>	1	12
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0
Total	374	399

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	68	54
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	*530	576
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	*508	562
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	90	68

* Sont incluses 184 demandes d'entraide judiciaire internationale / Mitinbegriffen sind 184 internationale Rechtshilfen et une affaire du Président de la IIe Cour / und eine Angelegenheit des Präsidenten des II. Hofes

Provenance / Herkunft	2018	2017
Sarine / Saane	96	135
Singine / Sense	9	9
Gruyère / Greyerz	49	41
Lac / See	17	18
Glâne / Glane	9	12
Broye / Broye	23	15
Veveyse / Vivisbach	8	12
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	184	201
Autres / Andere	113	119
Total	508	562

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017	
Admis / <i>Gutheissung</i>	71	55	
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	12	8	
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	7	
Rejet / <i>Abweisung</i>	88	87	
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	81	111	
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	6	-	
Retrait / <i>Rückzug</i>	12	3	
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	1	
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	6	
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	1	
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	2	3	
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0	
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	7	
Dépens fixés / <i>Parteikosten festgesetzt</i>	3	-	
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	32	55	
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	3	13	
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1	
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	3	1	
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	1	
Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	0	1	
Transmission des entr aides judiciaires / <i>Übermittlung der Rechtshilfen</i>	184	201	
	par arrêt / <i>mit Urteil</i>	5	6
	par transmission simple / <i>ohne Urteil</i>	179	195
Total	508	562	

<i>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</i>	2018	2017
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	6	5
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	7	19
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	1	2
Travail / <i>Arbeit</i>	12	14
Mandat / <i>Auftrag</i>	1	1
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	24	21
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	144	167
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	41	31
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	99	130
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	78	74
Appel/recours sur mesures provisionnelles / <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	13	8
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	1	2
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	0	2
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	0
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	6	9
Sursis et remise des frais de justice / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	3	1
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	3	2
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	2	3
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	2
Révision / <i>Revision</i>	1	1
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	3	3
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	1	0
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	0	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	1	9
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	5
Entraide judiciaire internationale / <i>Internationale Rechtshilfe</i>	184	201
Propriété intellectuelle et protection des données / <i>Geistiges Eigentum und Datenschutz</i>	4	6
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	0	1
Langue de la procédure / <i>Verfahrenssprache</i>	1	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0
Total	508	562

Chambre des poursuites et faillites / *Schuldbetreibungs- und Konkurskammer*

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	12	13
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	202	169
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	205	170
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	9	12

Provenance / <i>Herkunft</i>	2018	2017
Sarine / <i>Saane</i>	50	35
Singine / <i>Sense</i>	11	11
Gruyère / <i>Greyerz</i>	8	6
Lac / <i>See</i>	4	2
Glâne / <i>Glane</i>	1	0
Broye / <i>Broye</i>	2	2
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	4	4
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	101	93
Autres / <i>Andere</i>	24	17
Total	205	170

Modes de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	108	102
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	3	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	36	27
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	22	14
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	25	13
Retrait / <i>Rückzug</i>	2	4
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	7	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	3
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
Total	205	170

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	80	55
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	2	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	1
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	4	5
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	95	92
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	4	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	16	5
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	1	3
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	2
Total	205	170

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2018	2017
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	129	106
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	22	12
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	30	20
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	24	32
Total	205	170

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	19	27
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	119	130
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	127	138
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	11	19

Provenance / Herkunft	2018	2017
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	42	43
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	5	6
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	9	11
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	8	10
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	7	4
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	5	9
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	1	7
Autres / Andere	50	48
Total	127	138

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / Gutheissung	9	14
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	16
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	5
Irrecevables / Nichteintreten	11	19
Rejet / Abweisung	46	39
Retrait / Rückzug	5	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	17	25
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	5	4
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	1	-
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	5	2
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	13	10
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	3	2
Total	127	138

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Recours / <i>Beschwerde</i>	66	81
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgische Unterbringung</i>	8	10
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	28	33
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	30	38
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	31	34
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	3	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	18	13
Intervention, dénonciation d'instance et appel en cause / <i>Intervention, Streitverkündung und Streitverkündungsklage</i>	0	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	0	0
Sursis et remise des frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	1	-
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	3	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	2
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	0	1
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	0	1
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	3	4
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	0	0
Total	127	138

1.1.3.3 Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

<i>Statistique générale / Allgemeine Statistik</i>	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	120	85
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	211	225
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	217	190
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	114	120

Provenance / *Herkunft*

Tribunal pénal d'arrondissement / *Bezirksstrafgericht*

	2018	2017
Sarine / <i>Saane</i>	30	29
Singine / <i>Sense</i>	0	3
Gruyère / <i>Greyerz</i>	13	17
Lac / <i>See</i>	9	7
Glâne / <i>Glane</i>	4	5
Broye / <i>Broye</i>	7	8
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	5	4
Total	68	73

Juge de police / *Polizeirichter*

	2018	2017
Sarine / <i>Saane</i>	42	28
Singine / <i>Sense</i>	5	7
Gruyère / <i>Greyerz</i>	27	20
Lac / <i>See</i>	12	13
Glâne / <i>Glane</i>	8	3
Broye / <i>Broye</i>	14	8
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	6	10
Total	114	89

	2018	2017
Tribunal des mineurs / <i>Jugendgericht</i>	1	1
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	5	1
Ministère public / <i>Staatsanwaltschaft</i>	5	4
Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>	0	0
Autres / <i>Andere</i>	24	22

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	16	8
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	35	39
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	69	54
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	11
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	48	28
Retrait / <i>Rückzug</i>	22	39
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	3
AJ (avec avocat) accordée/ <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	3	4
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	3
AJ (avec avocat) partiellement accordée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	3	0
Dépens fixés / <i>Parteikosten festgesetzt</i>	1	-
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	1	0
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	1
Total	217	190

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Appels / <i>Berufungen</i>	186	162
Récusation / <i>Ausstand</i>	5	7
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / <i>Untersuchungs- oder Sicherheitshaft</i>	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	-
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	8	12
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	0	1
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	1	-
Révision / <i>Revision</i>	13	6
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	0	1
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	1	-
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	1	-
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	0	0
Consultation dossier / <i>Akteneinsicht</i>	0	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	1
Total	217	190

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	59	69
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	309	330
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	301	340
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	67	59

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2018	2017
Sarine / Saane	8	6
Singine / Sense	1	0
Gruyère / Greyerz	2	0
Lac / See	1	2
Glâne / Glane	0	1
Broye / Broye	2	1
Veveyse / Vivisbach	0	1
Total	14	11

Juge de police / Polizeirichter

	2018	2017
Sarine / Saane	9	18
Singine / Sense	1	1
Gruyère / Greyerz	6	5
Lac / See	3	4
Glâne / Glane	3	1
Broye / Broye	0	1
Veveyse / Vivisbach	2	1
Total	24	31

	2018	2017
Ministère public / Staatsanwaltschaft	168	183
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	21	38
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	5	3
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	1	0
Autres / Andere	68	74

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	24	20
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	17	23
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	25	19
Rejetés / <i>Abweisung</i>	105	122
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	75	90
Retirés / <i>Rückzug</i>	7	8
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	19	19
Désignation (récusation) / <i>Bezeichnung (Ausstand)</i>	0	3
Décharge / <i>Entlastung</i>	1	-
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	1	-
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	6	5
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	5	7
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	16	12
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	11
Total	301	340

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Recours / <i>Beschwerden</i>	186	223
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	5	15
Récusation / <i>Ausstand</i>	23	14
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	55	45
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	0	3
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	1	3
Déni de justice / <i>Rechtsverweigerung</i>	1	-
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	10	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	9	17
Séquestre / <i>Arrest</i>	10	17
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0
Total	301	340

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	8	19
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	8	19
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / Gutheissung	8	18
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	1
Total	8	19

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PoIG)</i>	8	18
Divers / Verschiedenes	0	1

1.1.3.4 Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	176	135
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	328	284
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	338	243
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	166	176

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / Gutheissung	24	26
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	7	10
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	13	8
Rejet / Abweisung	104	94
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	16	12
Retrait / Rückzug	8	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	25	6
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	90	33
Rayé du rôle / Abschreibung (Abwesenheit)	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	11	12
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	21	11
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	8	6
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	5	5
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	3	1
Total	338	243

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour / <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	74	99	173	99	74
Agents des collectivités publiques / <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	16	18	34	23	11
Affaires communales / <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	1	3	4	3	1
Responsabilité des collectivités publiques / <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	8	7	15	8	7
Ecole et formation / <i>Schule und Bildung</i>	1	15	16	13	3
Exécution des peines et mesures / <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	5	27	32	31	1
Avocats, notaires / <i>Anwälte, Notare</i>	1	1	2	1	1
Droit des personnes et famille / <i>Personen- und Familienrecht</i>	0	1	1	0	1
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	2	2	2	0
Loi sur l'information et l'accès aux documents / <i>Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten</i>	0	6	6	3	3
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BG</i>	0	4	4	3	1
Récusation/ <i>Ausstand</i>	2	3	5	3	2
Révision / <i>Revision</i>	0	2	2	1	1
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	3	4	2	2
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	23	35	58	41	17
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	18	18	15	3
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	42	80	122	84	38
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	2	3	3	0
Total	176	328	504	338	166

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	110	97
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	164	157
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	180	144
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez.hängige Angelegenheiten	94	110

Mode de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admission / Gutheissung	36	32
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	8
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	4
Rejet / Abweisung	50	32
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	7
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	11	10
Retrait / Rückzug	19	19
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	3	3
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	41	26
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	0	1
Total	180	144

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	72	82	154	91	63
Protection de la nature et du paysage / <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	0	1	0	1
Protection de l'environnement / <i>Umweltschutz</i>	2	1	3	1	2
Expropriation / <i>Enteignung</i>	2	2	4	3	1
Forêts / <i>Forstwesen</i>	0	1	1	1	0
Marchés publics / <i>Beschaffungswesen</i>	3	5	8	7	1
Protection contre les incendies et les éléments naturels / <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	0	1	1	0	1
Domaine public / <i>Öffentliche Sachen</i>	1	2	3	1	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	2	2	1	1
Requête de sûretés / <i>Begehren auf Sicherstellung</i>	0	3	3	3	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	0	1
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	6	6	5	1
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	29	26	55	38	17
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	23	23	23	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	2	1
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	2	2	1	1
Total	110	164	274	180	94

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	77	83
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	191	205
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	216	211
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	52	77

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / Gutheissung	14	9
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	3
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	9
Rejet / Abweisung	84	70
Irrecevabilité / Nichteintreten	4	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	37	49
Retrait / Rückzug	26	37
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	12	6
Transaction / ratification / Vergleich / Genehmigung	1	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	26	16
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	3
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	1	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	0	5
Total	216	211

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports / <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	46	118	164	139	25
Droit social / <i>Sozialrecht</i>	5	4	9	4	5
Agriculture / <i>Landwirtschaft</i>	3	6	9	6	3
Commerces et établissements publics / <i>Handel und Gastgewerbe</i>	2	5	7	5	2
Animaux / <i>Tiere</i>	3	3	6	4	2
Santé publique / <i>Öffentliche Gesundheit</i>	5	2	7	5	2
Registre du commerce / <i>Handelsregister</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	1	1	2	2	0
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	4	21	25	18	7
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	12	12	11	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	12	14	13	1
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	4	8	4	4
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	1	0
Total	77	191	268	216	52

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	79	139
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	140	166
compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	140	122
compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	0**	44
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	155	226
compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	144	160
compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	11	66
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	64	79

** L'Instance "Président de la Cour fiscale" a été supprimée au 31.12.2017 / *Die Instanz "Präsident des Steuergerichtshofs" wurde per 31.12.2017 aufgehoben*

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / <i>Gutheissung</i>	18	20
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	14	18
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	5
Rejet / <i>Abweisung</i>	48	78
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	18	6
Retrait / <i>Rückzug</i>	19	40
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	11	26
Transaction/Ratification / <i>Vergleich/Genehmigung</i>	4	4
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung andere Gründe</i>	13	11
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	2
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	3	8
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	0	3
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	1
Total	155	226

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12/ Hängig per 31.12
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	45	96	141	100	41
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	21	13	34	26	8
Impôt sur les gains immobiliers / <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	0	1	1	0	1
Droits de mutation et gages immobiliers / <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	1	0	1	1	0
Impôts communaux / <i>Gemeindesteuern</i>	1	0	1	1	0
Impôts paroissiaux / <i>Pfarreisteuern</i>	1	0	1	1	0
Contribution immobilière / <i>Liegenschaftssteuer</i>	1	1	2	1	1
Amendes d'ordre / <i>Ordnungsbussen</i>	1	0	1	1	0
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole / <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	0	3	3	1	2
Impôt (cantonal) sur les chiens / <i>(Kantonale) Hundesteuer</i>	1	0	1	1	0
Taxe de séjour / <i>Aufenthaltstaxe</i>	1	7	8	7	1
Contributions publiques communales / <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	2	10	12	3	9
Emoluments administratifs / <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	3	4	4	0
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	2	2	4	4	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	1	2	1	1
Total	79	140	219	155	64

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	232	300
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	329	302
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	286	370
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	275	232

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / Gutheissung	16	41
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	14	17
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	25	19
Rejet / Abweisung	133	186
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	12	20
Retrait / Rückzug	8	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	9	6
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	0	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	21	30
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	16	22
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	16	8
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	2	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	3	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	6	4
Total	286	370

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	65	96	161	77	84
Assurance-accident / <i>Unfallversicherung</i>	75	73	148	74	74
Assurance-chômage / <i>Arbeitslosenversicherung</i>	29	59	88	40	48
Assurance militaire / <i>Militärversicherung</i>	0	2	2	2	0
Allocations familiales / <i>Familienzulagen</i>	2	3	5	2	3
Allocations familiales dans l'agriculture / <i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i>	0	1	1	1	0
Aide sociale / <i>Sozialhilfe</i>	12	16	28	15	13
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	7	7	6	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	4	2	6	4	2
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	3	1	4	4	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	8	9	6	3
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	3	4	3	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	39	56	95	49	46
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	1	0
Total	232	329	561	286	275

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	216	232
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	347	305
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	326	321
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	237	216

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / Gutheissung	21	18
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	17	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	39	34
Rejet / Abweisung	122	145
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	16	25
Retrait / Rückzug	14	12
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	9	7
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	4	6
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	37	21
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	6
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	13	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	11
Assistance judiciaire partiellement octroyée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege teilweise gewährt (mit Anwalt)	0	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	9	8
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	3	2
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	7	5
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	0	2
Total	326	321

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	11	11	22	15	7
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	111	168	279	160	119
Prestations complémentaires / <i>Ergänzungsleistungen</i>	12	13	25	16	9
Assurance-maladie / <i>Krankenversicherung</i>	11	17	28	19	9
Prévoyance professionnelle / <i>Berufliche Vorsorge</i>	17	23	40	19	21
Assurance-maternité / <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	1	2	1	1
Allocations pour perte de gain / <i>Erwerbssersatz</i>	0	1	1	0	1
Assurance-maladie complémentaire LCA / <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	5	11	16	9	7
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	2	2	0	2
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	3	4	4	0
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	10	12	10	2
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	44	81	125	66	59
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	1	2	2	0
Total	216	347	563	326	237

1.1.3.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden

	2018	2017
I ^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	15	23
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	48	52
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	22	19
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	5	9
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	30	27
Chambre pénale / Strafkammer	39	30
I ^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	49	32
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	12	11
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	7	17
Cour fiscale / Steuergerichtshof	18	21
I ^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	37	36
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	34	26
Total	316	303

Recours traités / Erledigte Beschwerden / Modes de liquidation / Erledigungsarten

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

	2018	2017
Admis / Gutheissung	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	2
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejetés / Abweisung	11	15
Irrecevables / Nichteintreten	7	9
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

	2018	2017
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	2
Rejetés / Abweisung	12	4
Irrecevables / Nichteintreten	34	43
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	1	0

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ *Kindes- und Erwachsenenschutzhof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	2
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	24	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	9
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1

Chambre pénale / *Strafkammer*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	9
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	22	23
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	2

I^e Cour administrative / *I. Verwaltungsgerichtshof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	5	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	29	21
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	10	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

II^e Cour administrative / *II. Verwaltungsgerichtshof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	6	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	6	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1

Cour fiscale / *Steuergerichtshof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	4	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	6	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	4	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	18	19
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	5	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	4

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	13	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	12	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	2
Total	327	304